

Le Parc National des Galápagos : un territoire disputé

Christophe GRENIER
Doctorant à l'université de Paris I
ex-allocataire de l'ORSTOM aux Galápagos (ÉQUATEUR)

Dans "L'idéal et le matériel", M. Godelier donne du territoire la définition suivante :

"On désigne par territoire une portion de la nature et donc de l'espace sur laquelle une société déterminée revendique et garantit à tout ou partie de ses membres des droits stables d'accès, de contrôle et d'usage portant sur tout ou partie des ressources qui s'y trouvent et qu'elle est désireuse et capable d'exploiter", (1984, p. 112).

Comme l'indiquent par exemple les cartes de l'ouvrage d'où est tirée cette définition du territoire, les objets d'étude des anthropologues, comme de certains géographes sont circonscrits : ils sont singuliers et localisés. La singularité de l'objet étudié comme sa situation sur la Terre peuvent faire prendre conscience aux géographes, anthropologues ou naturalistes "de terrain" qu'ils ont comme champ scientifique une planète finie. Or les limites de la planète ne sont pas seulement physiques : aujourd'hui, c'est historiquement que la Terre est finie, en tant que "Système Monde" (Dollfus, 1990). En effet, c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que, d'une part, notre espèce a un espace aux dimensions de la planète, et, d'autre part, que l'action de l'homme peut modifier, à distance ou non, n'importe quel point du globe. Que la Terre soit limitée implique que chaque cas étudié – un espace, une ethnie ou un écosystème donné – soit un objet unique et non reproductible. Or ces cas singuliers sont aujourd'hui soumis à des phénomènes planétaires – tels que le marché "globalisé", l'État territorial et sa course au développement (Pourtier, 1989), la diminution de la biodiversité (Myers, 1994) – dont les logiques universelles, en se surimposant aux particularismes locaux, tendent à les recomposer en les annihilant en tant que tels.

C'est pourquoi je me démarque de la définition de M. Godelier sur un point, à mon sens caractéristique de la différence entre géographie et anthropologie : en effet, rares sont aujourd'hui les territoires dont seule "une société déterminée" peut user. Au contraire, les usagers d'un territoire donné sont la plupart du temps multiples et peuvent en être étrangers ou lointains. Et c'est en raison de ce nouveau pouvoir d'ubiquité de l'espèce humaine qu'il est indispensable de prendre en compte les différents ordres de grandeur de son action sur la Terre : je préfère donc parler d'acteurs qui, informés par des logiques pouvant être d'extension mondiale (le marché, la souveraineté nationale, la science, etc.) ou locale (vivre sur place), se partagent ou se disputent l'usage d'un territoire donné. Enfin, ces acteurs usent de l'espace selon un mode réticulaire (Bonnemaison, 1989) ou aréolaire : leurs territoires peuvent ainsi prendre la forme de réseaux ou de surfaces continues, ce qui contribue à déterminer le type d'exploitation des ressources qui s'y trouvent.

Le territoire est donc un espace singulier dans un ensemble fini (la Terre) pouvant être utilisé par divers acteurs animés par des logiques locales ou mondiales selon des modalités spatiales en réseau ou en surface continue. Il s'en suit des contradictions débouchant parfois sur des crises, comme c'est actuellement le cas dans le parc national des Galápagos.

Les Galápagos avant le parc national : un espace ouvert, territoire de personne et de tous

C'est la situation géographique des Galápagos qui explique la singularité de leur nature et une bonne part de leur histoire humaine. Les mille kilomètres séparant les Galápagos du continent américain constituent une distance à la fois assez réduite pour avoir autorisé l'arrivée d'organismes terrestres particuliers – c'est la dysharmonie insulaire, et un isolement assez poussé pour avoir permis à certains de ces organismes de spéciation – c'est-à-dire évoluer en de nouvelles espèces - d'où les forts taux d'endémisme dans l'archipel. L'isolement relatif des Galápagos explique aussi un peuplement humain permanent ne datant que des années 1870; et c'est parce que ces îles ont été parmi les dernières à avoir été englobées dans l'œcoumène qu'elles sont, depuis la brève escale qu'y fit Darwin en 1835, l'endroit de la Terre le plus étudié par les naturalistes.

Cependant, depuis au moins deux siècles auparavant, les Galápagos avaient été librement utilisées par des acteurs étrangers : d'abord les pirates britanniques, puis les baleiniers américains et enfin les naturalistes occidentaux. Ces usagers, en se servant des Galápagos comme refuge et base d'attaque, comme relais de navigation ou terrain de chasse et, pour finir, comme lieux de collecte et de recherches, avaient intégré les îles à leurs réseaux transnationaux. Les Galápagos étaient alors un "espace ouvert", libre de toute autorité étatique. L'espace ouvert appartient à une structure spatiale "réticulaire" : il n'existe que par son inclusion dans des réseaux transnationaux. Comme les réseaux se définissent par les communications, l'espace ouvert est créé et utilisé à leur gré par ceux des acteurs qui ont les moyens de s'y rendre. Or, l'utilisation des Galápagos au sein de ces réseaux successifs a provoqué d'énormes pressions sur les écosystèmes insulaires (Epler, 1987) : même s'ils ne donnent pas toujours lieu à des installations humaines permanentes, les réseaux peuvent permettre des actions déterminantes sur les espaces qu'ils relient.

Après l'annexion des Galápagos par l'Équateur en 1832, la faiblesse de l'État de tutelle explique que leur colonisation ait d'abord été aux mains d'entreprises privées qui y ont installé des "*haciendas*" concentrationnaires (Silva, 1992). Les Galápagos sont restées répulsives longtemps après la fin de ces territoires privés, car l'Équateur ne pouvait toujours pas garantir à ses citoyens, de façon fiable et régulière, l'accès à sa lointaine dépendance insulaire et, *a fortiori*, son contrôle ou l'usage de ses ressources. Mais, à la veille de la seconde guerre mondiale, tout en continuant d'être un espace ouvert aux naturalistes occidentaux et aux chalutiers californiens, les Galápagos, désormais reliées deux fois l'an au continent par un navire de la Marine, sont aussi devenues un espace marginal du territoire équatorien. Jusqu'à la création du parc national, en 1959, l'histoire des Galápagos peut ainsi se résumer à une dialectique de l'espace ouvert – fonctionnant sur le mode spatial des réseaux – et de la progressive affirmation de la souveraineté équatorienne sur cet espace par son intégration marginale à un territoire national organisé selon une structure aréolaire.

La création du Parc National des Galápagos (PNG) : un territoire équatorien ou "des îles pour la science" ?

En 1959, l'Équateur, l'UNESCO et l'UICN¹ – ces deux organisations étant alors dirigées par des naturalistes occidentaux – créent le Parc National des Galápagos et y installent une station scientifique internationale sous l'égide de la Fondation Charles Darwin (FCD). Pour l'Équateur, c'est la souveraineté patrimoniale sur les ressources naturelles de l'archipel, affirmée lors de la création du parc national (Larrea, 1982), qui prépare sa souveraineté territoriale sur les Galápagos, selon le processus suivant.

¹ Union Internationale pour la Conservation de la Nature. C'est la plus importante ONG conservatinniste internationale, fondée en 1948 et aujourd'hui basée en Suisse.

Le parc national, livré à une recherche scientifique très médiatisée, devrait attirer l'intérêt des entreprises touristiques et celui des organisations conservacionnistes internationales sur les Galápagos. Or, une fois que l'afflux des visiteurs étrangers et des fonds internationaux pour la conservation permettra le développement d'une économie de services aux Galápagos, celles-ci seront enfin attractives pour les citoyens du pays comme pour diverses entités administratives nationales, ce qui renforcera la souveraineté de l'Équateur sur son territoire insulaire.

Ce n'est qu'à partir des années soixante-dix, grâce aux revenus tirés du pétrole, que l'État implante ses administrations dans ce qui devient en 1973 la "province insulaire" de l'Équateur, de façon à y faciliter les migrations pour "remplir le cadre" (Moreano, 1991) de ce territoire. L'État équatorien a donc fait mine de composer avec les naturalistes, en fermant ou en conservant 97 % des Galápagos, afin de mieux ouvrir ce qui reste et s'approprier ainsi l'ensemble de l'archipel.

Au contraire, ce sont des préoccupations d'ordre universel comme la science – parce que celle-ci est une explication de l'univers – ou mondial comme la conservation de la nature – parce que ses acteurs se sentent concernés par la terre entière – qui animent les naturalistes pour créer un parc national aux Galápagos. Notons que la science universelle et la conservation mondiale de la nature sont occidentales, cependant : 95 % des recherches naturalistes effectuées aux Galápagos sont le fait de chercheurs originaires d'Amérique du Nord ou d'Europe et les directeurs de la Station Darwin comme les présidents de la FCD ont toujours été Américains ou Européens.

Le projet des naturalistes était de "geler" les Galápagos pour la science. En effet, lors de la création du PNG, les naturalistes s'inspirent du Traité de l'Antarctique, signé en cette même "Année Géophysique Internationale" de 1959. Or en Antarctique, les naturalistes se considèrent comme "*les légataires universels de l'humanité (...) sur un continent pour la science*" (Nicholson, 1973). Les Galápagos seraient-elles des "îles pour la Science" ? L'expression est employée par J. Dorst, l'un des créateurs de la FCD, lors de la Deuxième Conférence Mondiale sur les Parcs Nationaux :

"Tous les États dont le territoire national comprend des îles remarquables doivent accepter de constituer ce fond commun, d'un intérêt scientifique extrême, d'"Îles pour la Science", et préserver celles-ci de toutes perturbations" (Dorst, 1974).

Ce projet de conservation pour la science, ou de territoire pour naturalistes, était dans l'air l'année de l'inauguration de la Station Darwin, quand J. Huxley, premier secrétaire général de l'UNESCO et l'un des pères de la théorie synthétique de l'évolution, avait pour les Galápagos le projet suivant :

"Faisons des Galápagos un mémorial vivant de Darwin, pas seulement un musée de l'évolution en marche mais un important laboratoire pour l'avancement de l'écologie évolutionniste..." (Huxley, 1964).

Les naturalistes se sont donc eux-mêmes investis, aux Galápagos, d'une mission qui ressemble fort à leur rôle de "légataires universels" en Antarctique. Grâce à leur présence permanente dans l'archipel, ces naturalistes veillent au respect des lois du Parc National. Ils conseillent également le gouvernement équatorien pour mettre en valeur l'aire protégée, notamment sous la forme d'un tourisme de croisières. Enfin selon J. Dorst, comme...

"...les destructions les plus sérieuses sont imputables aux habitants des îles, insuffisamment informés de la valeur des Galápagos sur le plan de la science (...) ce sera l'un des rôles de la Station biologique que d'éduquer la population par des méthodes appropriées (...) afin qu'elle

comprende que la protection de la nature est une impérieuse nécessité aux Galápagos en raison de l'intérêt scientifique exceptionnel de leur faune" (Dorst, 1959).

Par conséquent, ces naturalistes estiment eux aussi que les Galápagos sont leur territoire, dont ils protègent la nature en fonction d'usages et de représentations scientifiques (Grenier, 1995) et, accessoirement, touristiques.

Les multiples territoires nés du Parc National des Galápagos

La transformation des Galápagos en "pôle du tourisme mondial", selon l'expression employée dans la loi de création du PNG, a permis son intégration définitive à l'Équateur. Mais en implantant ses administrations dans l'archipel et en y créant régulièrement de nouvelles institutions, l'État a conduit ces entités publiques à s'y constituer des territoires. Les Galápagos sont ainsi passées, en moins de vingt ans, d'une sous-administration à un trop plein d'institutions intéressées par le captage d'une partie de la formidable rente engendrée par le tourisme et les fonds internationaux pour la conservation. Aujourd'hui, pas moins d'une quarantaine d'administrations nationales ou provinciales sont établies aux Galápagos, où leurs compétences se superposent et leurs incompétences se cumulent dans un chaos institutionnel dénoncé, entre autres, par les bailleurs de fonds internationaux. C'est que les revenus auxquels donne accès un territoire administratif aux Galápagos sont considérables à l'échelle des investissements engagés dans l'archipel par ces mêmes institutions.

En juillet 1994, les sept programmes en cours sur la conservation des Galápagos avaient obtenu des fonds, octroyés par des organisations internationales – PNUD, BID, Banque Mondiale, etc. – ou par des pays du Nord au titre de la coopération – USAID, Union Européenne, etc. – pour un total de quatre millions de dollars; et les crédits demandés et en cours de négociation étaient d'un montant dix fois plus élevé, soit 43 millions de dollars (Parra, 1994)... Quant au tourisme, on estime que les visiteurs des Galápagos ont apporté aux entreprises privées équatoriennes et aux institutions publiques auxquelles ils ont affaire environ 35 millions de dollars en 1992 (Grenier, de Miras, 1994). Or, c'est parce qu'elles sont présentes dans l'archipel que ces nombreuses entités publiques peuvent prétendre à une part de la manne internationale se déversant sur les Galápagos : les flux financiers et touristiques circulant dans des réseaux et aboutissant aux Galápagos, territoire de l'État, sont filtrés par des administrations installées aux péages d'accès de l'archipel. Les territoires administratifs de l'archipel peuvent se réduire à des guichets, ils n'en assurent pas moins à ces acteurs institutionnels la possession d'un droit d'accès, de contrôle et d'usage sur des ressources financières tirées de l'exploitation touristique ou de la conservation de la nature des Galápagos.

Les touristes sont passés de 4 500 en 1970 à 55 800 en 1995, c'est-à-dire que leur nombre a été multiplié par douze en vingt-cinq ans. Mais on estime que 10 %, au plus, des revenus du tourisme reviennent aux insulaires alors que le reste part entre les mains d'entreprises continentales ou étrangères et d'institutions publiques (Grenier, de Miras, op. cit.). Car c'est un tourisme de réseaux qui a été mis en place aux Galápagos par l'État avec la participation de la FCD. Ce tourisme peut être défini comme une itinérance organisée et tarifée à la fois par des agences de voyage, des opérateurs touristiques et des compagnies aériennes, lesquels font circuler le touriste dans leurs réseaux.

Ainsi, les neuf dixièmes des touristes étrangers des Galápagos (qui représentent 85 % des visiteurs du PNG en 1993-94) y font une croisière, et 70 % d'entre eux ne passent pas plus de quelques heures dans un village. Or, 80 % des bateaux de tourisme naviguant dans l'archipel appartiennent à des opérateurs continentaux. D'autre part, les trois-quarts des touristes des Galápagos les visitent par l'intermédiaire d'agences de voyage – dont 95 % sont des entreprises extérieures aux îles. Aux Galápagos, les entreprises continentales pratiquent le tourisme de réseaux jusque dans leur utilisation de l'espace : une croisière relie sous la forme d'un circuit

plusieurs sites de visite du parc national. Ces entreprises de tourisme considèrent elles aussi le parc national comme leur territoire dont les principales ressources sont les paysages, la faune et la mer.

Le fait d'avoir participé à six des sept plans d'aménagement des Galápagos produits ces vingt dernières années prouve que la FCD est sans influence sur un État équatorien peu soucieux de conservation de la nature mais désireux de sauvegarder les apparences pour les fonds et la renommée touristique qu'elles procurent. Par conséquent, le territoire que les naturalistes espéraient aux Galápagos en 1959 s'est donc considérablement rétréci : ce n'est pas l'étendue du parc national, puisque la FCD n'y dispose d'aucun moyen de contrôle ni de surveillance et que celui-ci échappe donc de fait à son pouvoir, mais l'enclave de la Station Darwin en son sein. Cependant cette base scientifique fait partie de plusieurs réseaux qui lui confèrent une importance certaine. Car, depuis qu'elles ont été "naturalisées" par le Nord, les Galápagos sont prises dans des réseaux scientifiques et conservationnistes internationaux : au moins 500 expéditions naturalistes ont eu lieu dans l'archipel depuis la création du PNG et celui-ci fait désormais partie du Patrimoine Mondial de l'UNESCO comme du réseau mondial de "*Man And Biosphere*". La possession de la Station Darwin garantit à la FCD une rente de situation à la fois scientifique – l'institution filtre toute recherche naturaliste dans l'archipel – et financière, puisqu'elle dépend des fonds internationaux pour la conservation des Galápagos et, pour 30 % de son budget en 1992, de donations de touristes.

Quel territoire pour les oubliés du PNG ?

Le processus enclenché en 1959 a aliéné les insulaires de leur territoire. Jusque dans les années 1960, les "colons" des Galápagos – selon la terminologie officielle de l'Équateur – vivaient de la pêche, de la chasse, de l'agriculture et de l'élevage, ou de rares emplois administratifs. Le territoire de ces habitants se divisait en deux zones aréolaires : au centre, sur les hauteurs des îles au vent, un "ager" de "*minifundios*" et, dans une périphérie s'étendant à l'archipel entier, une "silva" où l'on allait pêcher et chasser le bétail marron, voire les tortues géantes. Cependant, le milieu de ces habitants – au sens de "relation d'une société à l'espace et à la nature" (Berque, 1990) – n'est pas celui de l'"îlité" (Bonnemaison, 1991) mais d'une insularité dépendante, matériellement et surtout idéologiquement, de l'Équateur continental. "*Hacemos patria*", "Nous constituons la patrie" : ces colons revendiquent d'être "les frontières vives" de l'Équateur aux Galápagos. Bien qu'il n'y ait sans doute jamais eu d'îliens aux Galápagos, leurs habitants ont cependant créé un milieu unique, celui des "*Galapagueños*" : des continentaux déracinés, s'adaptant plus ou moins bien à la vie sur ces îles austères.

Le bornage du PNG, achevé en 1975, ne laisse que 3 % de la superficie de l'archipel à ses habitants; de plus, l'État et les naturalistes leur interdisent tout usage du parc national, à l'exception de la pêche artisanale. Néanmoins, la mise en service du parc national a d'abord été bien accueillie par les "Galapagueños". Car, dans le but de coloniser l'archipel, les juntes militaires des années soixante-dix, suivies par les gouvernements populistes de la décennie suivante, ont favorisé l'implantation d'un tourisme que l'on pourrait qualifier de "territorial", c'est-à-dire basé à terre et bénéficiant d'abord aux insulaires. Mais le tourisme et l'encadrement administratif, s'ils ont créé des emplois, ont également provoqué des migrations, massives à l'échelle de l'archipel, qui sont en train de faire disparaître le milieu des "*Galapagueños*", en proie à une "continentalisation" poussée.

Il y avait 2 300 habitants aux Galápagos en 1962 et au moins 12 000 en 1994 : la population a donc été multipliée par six en trente ans, et elle augmente aujourd'hui à un taux de 6,3 % par an. Les Galápagos sont désormais complètement dépendantes d'un continent d'où tout est importé et auquel elles sont reliées par deux ou trois vols quotidiens et par un cargo hebdomadaire. Les migrants, chaque jour plus nombreux, s'entassent dans les premiers

bidonvilles de l'archipel, apportent leur misère avec eux et se coulent dans les cadres administratif et urbain que l'État a voulu identiques à ceux du reste du pays. L'aspect des bourgades se modifie à vue d'œil : la délinquance, autrefois inconnue, a amené les habitants à placer des barreaux à toutes leurs fenêtres; les ordures s'amoncellent dans certaines zones du parc national contiguës aux villages, les eaux usées finissent en mer sans aucun traitement, le béton gagne dans un modernisme de façade, la circulation automobile augmente...

C'est pourquoi l'actuel "Plan Global de gestion touristique et de conservation des Galápagos", financé par le PNUD et auquel la FCD a participé, préconise de :

"...réduire la croissance de la population [de l'archipel] jusqu'à des indices similaires à ceux de la moyenne nationale, grâce à des politiques sociales appropriées qui réduisent l'augmentation de l'offre touristique (...) et qui réorientent la commercialisation touristique pour capter un marché sélectif plutôt que massif", (Comisión Multisectorial, 1991, p. 7).

Le but de cette politique est de détourner les migrants potentiels des Galápagos en réduisant la part des revenus que la population locale tire du tourisme. Mais alors que les insulaires voient se tarir la source de leurs revenus touristiques, les migrations vers les Galápagos s'accélèrent. Car le "boom" actuel de la pêche aux holothuries et aux requins, exportés vers l'Asie, attire dans l'archipel des migrants s'ajoutant à ceux qui persévèrent à vouloir y trouver un emploi dans un tourisme "territorial" moribond. Or, cette pêche est vigoureusement combattue par la FCD et les entreprises de tourisme parce qu'en menaçant gravement des écosystèmes marins et littoraux très fragiles, elle ruine l'image de sanctuaire naturel des Galápagos, mythe qui constitue leur fonds de commerce. De sorte que la population insulaire est de plus en plus hostile au parc national, qu'elle considère comme le territoire des naturalistes et des entreprises de tourisme : s del'ême d't3btstion Tc (noque5al tiques,ilai rades enoque5al nts à)Tvivns ce15ade, lo* 0.0

a

p

t

e

r

0

vide de son sens, tel qu'il est défini par M. Godelier, le territoire des "Galapagueños", lesquels se retrouvent aliénés sur leur propre sol. En effet, non seulement la création du PNG a dépossédé la population locale de la majeure partie de son territoire et l'a submergée sous les migrants, mais les institutions et entreprises qu'il a attiré dans les îles ont fini par exclure ces insulaires de l'exploitation autorisée des ressources qui s'y trouvent. Il faudrait d'autres mots pour dire la souffrance d'une population qui voit son milieu irrémédiablement détruit par des acteurs obéissant à des logiques mondiales comme le capitalisme, la souveraineté nationale, la science ou la conservation de la nature. Mais en tant que géographe, je ne peux que déplorer de voir ainsi se réduire la diversité terrestre.

Bibliographie

- BERQUE, A., 1990, *Médiances. De milieux en paysages*, Montpellier, RECLUS, 159 p.
- BONNEMAISON, J., 1989, "L'espace réticulé. Commentaire sur l'idéologie géographique", *Tropiques. Lieux et liens*, Paris, ORSTOM, p. 500-510.
- BONNEMAISON, J., 1990, "Vivre dans l'île. Une approche de l'identité océanienne", *L'espace géographique*, n° 2. Paris, Doin.
- Comisión Multisectorial, 1991, *Plan Global de Manejo Turístico y conservación ecológica de Galápagos*, Quito, 67 p.
- DOLLFUS, O., 1990, "Le Système Monde", *Géographie Universelle, tome I, Mondes Nouveaux*, Paris, Hachette, p. 273-529.
- DORST, J., 1959, *Rapport sur une Mission en Équateur concernant l'établissement d'une station de recherches "Charles Darwin" dans les îles Galápagos*, Paris, UNESCO, 35 p.
- DORST, J., 1974, "Parcs et réserves insulaires", *Deuxième Conférence Mondiale sur les Parcs Nationaux*, Morges, UICN, p. 298-307.
- EPLER, B., 1987, "Whalers, Whales and Tortoises", *Oceanus*, vol. 30, n° 2, Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, p. 86-92.
- GODELIER, M., 1984, *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 349 p.
- GRENIER, C., et C. de Miras, 1994, "Les Galápagos : du mythe d'un espace vierge au partage disputé de la rente", *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 30, n°4, Paris, ORSTOM, p. 645-666.
- GRENIER, C., 1995, "Les naturalistes et les Galápagos", *Géographie et cultures*, n° 13, Paris, L'Harmattan, p. 107-132.
- HUXLEY, J., 1964, "Charles Darwin : Galápagos and After", R. Bowman, dir. *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Scientific Project*, Los Angeles, University of California Press, p. 3-9.
- LARREA, G., 1982, *Patrimonio Natural y Cultural Ecuatoriano*, Quito, Banco Central del Ecuador, 456 p.
- MOREANO, A., 1991, "El sistema político en el Ecuador contemporáneo", *Nueva Historia del Ecuador, vol. 11*, Quito, Corporación Editorial Nacional, p. 181-221.
- MYERS, N., 1994, "Global Biodiversity II : Losses"; G. Meffe, C. Carroll, dir., *Principles of Conservation Biology*, Sunderland, MA, Sinauer Associates, Inc., p. 110-140.
- NICHOLSON, M., 1973, *La révolution de l'environnement*, Paris, Gallimard, 465 p.
- PARRA, D., 1994, *Inventario de acciones de asistencia y cooperación técnica internacional para Galápagos*, Quito, Comisión Permanente para las Islas Galápagos, 14 p.
- POURTIER, R., 1989, "Les espaces de l'État", *Tropiques. Lieux et liens*, Paris, ORSTOM, p. 394-401.
- SILVA, P., 1992, "Las islas Galápagos en la historia del Ecuador", *Nueva Historia del Ecuador, vol. 12*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 253-303.